



AGRICULTURE
STRATÉGIES

Newsletter n°25 : Les Américains et le Green Deal, balance commerciale, étiquetage, e-commerce en Chine, et libéralisation des marchés agricoles en Inde

Bonjour,

Alors que l'évaluation européenne du Green Deal se fait encore attendre, les Etats-Unis ont frappé les premiers (et fort), dans une analyse préparée par l'USDA. Entre hypothèses contestables et présentation des résultats orientée, les Américains annoncent que la **stratégie Farm to Fork aura des effets délétères sur la production agricole**, alertant sur les risques d'une augmentation des prix et du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Alors que **les chiffres en annexe de cette étude USDA montrent pourtant que les scénarii envisagés n'empêchent pourtant pas une réduction du taux d'insécurité alimentaire...** Au travers d'une lecture politique de ce document et des déclarations américaines, nous nous sommes demandé [pourquoi les Etats-Unis ont-ils si peur du Green Deal](#) ? Nous estimons plutôt que la crainte des Etats-Unis se situe plutôt dans une augmentation des standards d'exigences environnementales des importations européennes, qui pénaliserait les exports américains.

En effet, **l'Europe importe beaucoup de produits agricoles bruts**. Pourtant, le directeur général de la DG Agri de la Commission estime que la balance commerciale agroalimentaire européenne « *reflète que les réformes en faveur d'une ouverture vers le marché mondial ont considérablement augmenté la qualité et la compétitivité du secteur* ». Alors que la balance commerciale des produits végétaux est largement déficitaire depuis plusieurs années, que le solde commercial des céréales représente à peine 1 milliard d'euros en moyenne sur les 3 dernières années, nous nous interrogeons : [La réussite de la PAC peut-elle être illustrée par l'excédent de la balance commerciale agroalimentaire ?](#)

Cette dépendance aux importations des produits bruts, associée à la réglementation en vigueur qui donne aux produits destinés à l'export pour origine leur lieu de transformation et non pas de production, questionne sur **le contenu en importations des exportations des produits transformés européens**. Cette question existe aussi en France, qui dans [les suites de la loi Egalim](#) réalise [un nouveau pas pour limiter la tromperie sur l'origine via l'étiquetage](#), au travers de la signature d'une charte pour de nombreux acteurs de la grande distribution qui s'engagent à ne plus utiliser la mention « transformé en France » si la matière première n'est pas d'origine française... mais uniquement pour les marques de distributeur.

La Chine elle, mise sur le e-commerce pour promouvoir ses produits locaux, sous la forte impulsion du Président Xi Jinping. [Le e-commerce, un nouvel acteur de poids dans la distribution des produits agricoles en Chine](#) détient selon lui un grand potentiel et pourrait promouvoir les ventes des produits agricoles, aider les habitants ruraux à sortir de la pauvreté et faciliter la revitalisation rurale.

Alors qu'en Inde, les marchés locaux ou « mandis » sont désormais menacés par de nouvelles lois en faveur de la libéralisation des marchés agricoles, les agriculteurs manifestent depuis des semaines pour leur abrogation et la protection de leur système historique de prix garantis, parmi les plus élevés du monde. On peut donc légitimement s'interroger sur les raisons qui poussent l'Inde, qui avait jusqu'alors farouchement protégé son agriculture, à engager ce secteur sur la voie risquée du libéralisme. Dans [cet article que nous reprenons ici](#), Le Monde pointe du doigt la responsabilité des lobbys qui défendent les intérêts de géants de l'agroalimentaire.

Bonne lecture !

Jacques Carles, Président d'Agriculture Stratégies

Le 17 décembre 2020